

## Budget Legault

### La population en paiera le prix

Ké'bec/Québec, le 25 mars 2025 – D'une voix commune, le RQ-ACA et ses membres dénoncent les mesures quasi inexistantes dans le budget provincial pour répondre aux besoins de la population face aux crises sociales majeures que traverse le Québec, en grande partie épongés par les organismes d'action communautaire autonome (ACA).

Québec n'a injecté que des miettes pour le milieu communautaire pour 2025-2026, avec un maigre 22,9 M\$ contre les 2,6 G\$ estimés nécessaires pour s'en sortir, une partie de ces sommes ayant déjà été annoncées dans le *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027* : 2,1 M\$ pour les organismes communautaires famille; 1,5 M\$ pour les haltes-garderies communautaires; 2,6 M\$ pour les organismes communautaires en éducation; 3 M\$ pour soutenir la pratique du loisir chez les personnes handicapées; 10 M\$ pour les organismes communautaires en santé et services sociaux; 3,6 M\$ pour les maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale et un ridicule 100 000 \$ pour les organismes environnementaux. On a même constaté une diminution aberrante de 4,2 M\$ aux organismes d'accompagnement et de soutien à l'intégration des personnes immigrantes.

Tous les voyants sont au rouge : la croissance fulgurante du nombre de personnes sans logement, des files d'attente dans les banques alimentaires, des demandes aux maisons d'hébergement sont autant d'exemples de signaux préoccupants que le milieu communautaire relève chaque jour. Nous assistons à un recul grandissant de la justice sociale, notamment sur le plan des inégalités socioéconomiques et de l'accès à des services publics gratuits, universels et de qualité. Si le ministre Girard veut réellement « créer de la richesse », il aurait intérêt à investir dans le filet social qui se désintègre.

Le sous-financement chronique réduit sérieusement la capacité des organismes communautaires à répondre aux besoins croissants de la population et à poursuivre leur travail sur les causes profondes des problèmes sociaux. Encore pire, l'écart salarial avec le salaire moyen au Québec, qui s'élève à plus du tiers (37 à 42 %), contribue à maintenir les équipes, principalement composées de femmes, dans des situations souvent ingrates.

Plutôt que de laisser la situation se dégrader davantage dans l'ensemble de la population et des organismes, nous invitons le gouvernement du Québec à s'appuyer sur une meilleure redistribution de la richesse pour réinvestir dans les services publics et les programmes sociaux ainsi que dans la mission des groupes d'action communautaire autonome.

## Les principales recommandations pour sauver le communautaire

- Investir 2,6 G\$ à la mission sociale des organismes d'ACA, estimés sur la base d'un seuil plancher de financement pour une moyenne de sept employées à temps plein.
- Instaurer une indexation basée sur l'Indice des coûts de fonctionnement du communautaire (ICFC).
- Augmenter significativement le financement des services publics, afin d'en améliorer l'accessibilité et la qualité.

## Des regroupements nationaux témoignent des besoins criants du milieu

« Ce budget est une belle illustration de l'écart entre la facilité du gouvernement à s'adapter aux besoins des entreprises et la difficulté à soutenir adéquatement les organismes d'action communautaire autonome, pourtant proactifs, expérimentés et porteurs d'espoir en plein contexte de crise sociale. »

– Claudia Fiore Leduc, responsable des campagnes du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)

« *Le Québec est KO. Des solutions sont là pour relever le Québec* : rehausser les prestations d'aide sociale, offrir davantage de logements sociaux, soutenir la mission des organismes communautaires et contrer la privatisation pour assurer un accès équitable à des services publics universels et de qualité. Le budget 2025 ne permet malheureusement pas de *passer de KO à OK*. Il est plus qu'urgent d'agir! Il est temps pour le gouvernement du Québec de faire de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale une priorité. »

– Marie-Line Audet, directrice générale de la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC)

« Sans financement à la mission pour 84 % des groupes écologistes d'action communautaire autonome et, pour les « chanceux », un montant ne couvrant pas le tiers de leurs besoins, comment ces groupes peuvent-ils mettre en œuvre la transformation sociale nécessaire pour faire face à la crise écologique sans précédent que nous vivons? Au lieu de perdre des millions avec des entreprises technos qui font faillite, il serait plus judicieux d'investir dans la participation citoyenne. »

– Chantal Levert, coordonnatrice générale, Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)

« Les organismes de défense collective des droits sont souvent aux premières lignes pour voir les nombreuses attaques au filet social qui caractérise plusieurs des politiques du gouvernement actuel. En plus, le financement de nos membres continue d'être nettement insuffisant afin de pleinement répondre à nos missions et nous attendons toujours la mise en place d'un mécanisme d'indexation afin de pouvoir maintenir nos activités et nos équipes de travail. »

– Sylvain Lafrenière, coordonnateur du Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD)

« Le budget 2025-2026 n'a pas apporté de réponses à nos demandes répétées pour le rehaussement des programmes de financement à la mission et leur l'indexation. Ces programmes permettent l'accessibilité et l'inclusion au loisir, notamment pour les groupes les plus vulnérables. Face aux augmentations du coût de la vie et des diverses exigences administratives, les organismes, les bénévoles et les populations rejointes se verront limités dans leur capacité d'agir. »

– Sonia Vaillancourt, directrice générale du Conseil québécois du loisir (CQL)

« Alors que le ministre des Finances, Éric Girard, démontre à quel point sa conception de la création de la richesse ne tient compte que des entreprises, c'est plutôt dans nos services publics, notre richesse collective, qu'il devrait investir en premier lieu! Au contraire, ce budget n'offre aucun virage pour renforcer notre filet social québécois, soutenu majoritairement par des femmes et mis à mal par des coupures incessantes. »

– Royse Henderson, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (RTRGFQ)

« La famille est le socle de notre société. À l'heure actuelle, elle se retrouve au cœur de nombreuses crises, tant sur le plan de la santé, des services sociaux, de l'éducation, de l'immigration que de l'environnement. Soutenir le secteur Famille, c'est donner aux organismes les moyens de renforcer le tissu social dans chaque communauté du Québec. Malheureusement, notre première lecture du budget ne nous laisse pas croire que leurs besoins ont été entendus. »

– Marie Simard, directrice générale de la Confédération des organismes familiaux du Québec (COFAQ)

« Alors qu'il aurait fallu ajouter 1,7 G\$ pour le programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), le gouvernement accorde un ridicule 10 M\$, et nous ne savons même pas comment ce montant sera versé. C'est d'autant plus insultant que c'est la 2<sup>e</sup> année où un si maigre montant est annoncé, correspondant à une augmentation moyenne de 3000 \$ par groupe. Comment se fait-il que le gouvernement trouve l'argent lorsqu'il veut soutenir les entreprises, mais qu'il ne le fait pas pour nous? Comment se fait-il qu'il refuse d'indexer les subventions de tous les groupes en cohérence avec leurs coûts de fonctionnement, alors que c'est ce qui permet leur pérennité? »

– Stéphanie Vallée, présidente de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB)

« La FQOCF déplore le désengagement du gouvernement Legault à l'égard des organismes communautaires Famille (OCF) et des familles qui bénéficient de leurs services au quotidien. Malgré les belles promesses qui ont suivi les travaux de la Commission Laurent, force est de constater que les OCF et les familles sont toujours en attente d'un rattrapage financier adéquat et des ressources nécessaires afin de répondre à leurs besoins sans cesse en croissance. »

– Alex Gauthier, directeur général de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF)

[Pour en savoir plus sur le RQ-ACA](#)

### **Pour informations et demandes d'entrevues**

- Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) : Meaghan Johnstone, communication@rq-aca.org, (438) 498-7681
- Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC) : Marie-Line Audet, dg@tncdc.qc.ca, (819) 698-8399
- Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) : Chantal Levert, coordo.rqge@gmail.com, (514) 587-8194
- Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) : Sylvain Lafrenière, coordination@rodcd.org, (581) 745-8514
- Conseil québécois du loisir (CQL) : Sonia Vaillancourt, svaillancourt@loisirquebec.com, (514) 252-3132
- Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (RTRGFQ) : Royse Henderson, royse.h@reseautablesfemmes.qc.ca, (514) 725-7049
- Confédération des organismes familiaux du Québec (COFAQ) : Marie Simard, msimard@cofaq.qc.ca, (514) 831-8656
- Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) : Mercedes Roberge, (514) 690-7826
- Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF) : Alex Gauthier, a.gauthier@fqocf.org, (514) 605-1949